L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 78 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

SAMEDI MATIN, 19 DECEMBRE.

M. RŒBUCK ET LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

La fête des cordonniers vient d'avoir lieu à Sheffield. Naturellement, il y a eu un banquet, et des discours ont été prononcés.

M. Rebuck, membre du Parlement, a prononcé quelques paroles qui pourraient s'appliquer avec beaucoup d'à propos à notre pays.

"Comme, dit-il, il nous est interdit d'entrer sur le terrain politique, je me contenterai de dire quelques mots sur l'état de la municipalité de la ville.

"Il me semble que, dans le moment actuel le monde politique est soumis à une terrible épreuve. Un bruit effrayant et souterrain présage l'arrivée de prochains événements, et je voudrais voir les municipalités du pays guider l'Angleterre dans la tempête que je vois s'élever. Quelle est cette tempête? Voici, en peu de mots, comment je la définis: Un pouvoir ignorant qui gouverne le pays. Si ce pouvoir arrive à dominer sans être dirigé par les municipalités du pays, nous sommes un peuple perdu. Mais si les municipalités du pays comprennent leur situation et choisissent pour les diriger les hommes honnêtes, les hommes qui, par leur persévérance, leur énergie et leur intelligence se sont créé une position dans la société, alors tout ira bien, nous serons sauvés."

Puis parlant du gouvernement des masses, M. Rebuck ajoute:

"Je crois que la grande nation qui nous doit son origine (l'Amérique) nous aidera dans la lutte que j'entrevois, j'espère que les esprits généreux de ce pays, ce peuple ardent et ses grands hommes se joindront à nous pour déclarer que l'humanité ne saurait être gouvernée par l'ignorance unie au pouvoir du nombre, mais qu'au contraire les intérêts des masses doivent être dirigés par l'intelligence de la minorité. Vous ne pouvez, je pense, confier l'avenir dans les masses et avoir nécessairement pour gouverner une nation; mais ce que vous pouvez trouver dans les masses c'est l'intelligence nécessaire pour choisir les personnes aptes à les gouverner.

"Faire de la masse du peuple, de la masse ignorante le pouvoir dominant; prétendre que le nombre suffit pour gouverner et décider de la conduite d'un pays est folie. Ce qu'il faut pour gouverner, c'est de l'intelligence, de l'honneur, de la loyauté, et il est de notre intérêt à tous de fournir au peuple les moyens de choisir ceux qui doivent le conduire."

L'INFLUENCE DE LA PRESSE.—N'est-ce pas le rédacteur de l'ancien *Courrier Français* qui se vantait d'avoir rédigé pendant cent années de suite le même article sans qu'aucun de ses lecteurs se fût avisé de réclamer!

Nous en sommes tous un peu là, proportion gardée. Que de thèse d'une justesse évidente ne nous faut il pas plaider incessamment, avant que des sourds se décident à entendre! On parle parfois de la puissance de la presse; rien ne démontre mieux son humilité. Vous croyez peut-être que les puissants du jour ou même l'opinion publique se laissent tout au moins émouvoir par les campagnes qui touchent un intérêt, qui ne soulèvent aucune difficulté sérieuse! Détrompez-vous: — neuf fois sur dix, leur indignation sera de dire: — "Ce monsieur-là a raison", et le lendemain ils n'y penseront plus.

MACMAHON AVEC OU SANS L'ASSEMBLÉE.—Le *Moniteur* et le *Français* continuent à soutenir que, si l'Assemblée ne vote pas les lois constitutionnelles, le maréchal n'en restera pas moins à son poste:

Nous croyons savoir, écrivait hier le *Moniteur*, que jamais les résolutions du maréchal et de son gouvernement n'ont été plus fermes, et ce qui regarde les lois constitutionnelles. Ces lois seront demandées de nouveau à la Chambre, en exécution de ses engagements et dans l'intérêt inversible et supérieur du pouvoir qu'elle a créé le 20 novembre 1873. Mais, d'un autre côté, le maréchal est parfaitement convaincu que la durée de ce pouvoir n'en est rien subordonnée au vote des lois dont il a parlé. Si donc l'Assemblée actuelle était dans l'impuissance de former une majorité pour les projets et les adopter, le septennat n'en serait nullement atteint dans son principe; l'exercice du pouvoir présidentiel tel qu'il a été défini serait plus difficile et plus délicat, mais la durée resterait la même.

Le Pays applaudit à ce qu'il croit être la résolution du maréchal de gouverner avec ou sans l'Assemblée.

Le maréchal, ne pouvant chasser l'Assemblée, ne peut pas non plus être chassé par elle.

Si elle a ses droits, il a les siens.

Elle veut rester, soit! Mais lui aussi veut rester et dure rester.

Ils sont donc obligés de se cantonner chacun dans leurs droits, l'Assemblée dans ses lois, le maréchal dans ses six ans.

Qu'il nous gouverne avec l'Assemblée, ou le peut, nous n'y voyons aucun inconvénient, mais qu'il nous gouverne ou si sans l'Assemblée, plutôt que de ne pas nous gouverner du tout.

Ce projet du gouvernement, qui semble percer de toutes parts, emporte notre complète approbation, et nous ne doutons pas qu'il ne soit favorablement accueilli par l'opinion publique.

M. de Saint-Genest, du *Figaro*, vient de publier une brochure, intitulée: *L'Assemblée et la presse*, dans laquelle il soutient, à sa manière et en la présentant sous sa forme la plus aigre, la thèse du *Moniteur* et du *Français*.

M. DU TEMPLE CHEZ SON CARLOS. — L'*univers* a-t-go de M. F. Du Temple, député d'Ille-et-Vilaine, une lettre dont nous extrayons ce qui suit:

St-Malo, le 17 novembre.

Monsieur le rédacteur, je viens de voir don Carlos, une petite partie de son armée et un peu de son peuple. Rien de charmant comme ce jeune roi de vingt-neuf ans, grand, très grand même, fort élégant, a la tête de ces braves espagnols qui ne peuvent échapper, par manque de cavalerie, par manque de munitions, entreprendre de grandes choses, mais dont le cœur suffit à tout. En compagnie du prince lord Beaumont, venu avec le major Harvard, comme moi, pour le voir, j'ai eu l'honneur d'être admis à l'"heure de la soupe" de sa propre bouche, le roi était de bonne humeur ce se souvenait d'un autre âge.

Doué d'une fermeté et d'une ténacité singulières, il fait bien au milieu de ce peuple navarrais calme et réfléchi, au milieu de ces villes et villages perdus sur leurs vieilles maisons les larges écussons des héros contemporains des Cid et des Cortez. Don Carlos est entré en Espagne avec 18 hommes, comptant trouver 18 fusils quelque part. Ils ne trouvèrent qu'une baïonnette oubliée. Aujourd'hui il a 80,000 volontaires, dont 50,000 bien armés; vos fantaisies, entends-j'bien, peu payés, mal vêtus. Le roi possède, en outre, 50 canons bien montés. Les uns Witworth, les autres Krupp: le plus grand nombre fondus en Navarre et parfaitement exécutés.

Le roi est plein de gaieté, sans forfanterie, et, chose extraordinaire, ne paraît pas craindre M. de Bismarck. Devant moi, il a reçu avec aisance le commandant de ses troupes, un noble vieillard, le maréchal Elio, qui lui parlait avec la plus profonde déférence. Il avait près de lui deux jeunes gens distingués, deux Bourbons, les comtes de Bari et de Bardi, l'un son beau-frère, l'autre frère du roi de Naples. Ils étaient pleins de zèle pour leur service, pleins de bienveillance entre eux. Les soldats paraissent sérieusement, avec ensemble et entrain. La discipline est parfaite et le vol inconnu dans la Navarre. Les réquisitions se font avec vigueur, et sont acceptées avec patience et dévouement.

Comme tous les hommes sortis, dans ce pays où la religion, et, par conséquent, les bonnes mœurs, sont en honneur, les jeunes femmes et les jeunes filles conduisent sans crainte et gaiement les mules réquisitionnées, dont on retourne les longues files sur les chemins. Les vieillards font ce qu'ils peuvent à la maison et aux champs. La récolte a été bonne, les vivres sont abondants et à bon compte. Si les calomnies de vont pas vite, si vous bien, n'organisent et trouvent moins le temps de faire revivre une Académie détruite par les libéraux. Dieu est avec eux: ils vaincront."

Cette idylle est charmante! Un seul mot est à relever dans cette description pompeuse. M. du Temple dit, en parlant de don Carlos: "Ce souverain *d'un autre âge*." Mon Dieu oui..... et voilà explique tout.

COMMENT LA BIBLE A CONVERTI DES SOLDATS RUSSES AU JUDAISME.—A propos de l'offre d'une Bible faite à la duchesse d'Edimbourg, nous trouvons la lettre suivante dans le *Morning Post*:

A L'ÉDITEUR.

"Monsieur,

"L'honorable M. Kinnaird, présentant l'autre jour une adresse et une Bible à la duchesse d'Edimbourg, lit allusion à son oncle illustre et à son amour de la Bible. Il est vrai que l'empereur Alexandre Kradner, conseillé à ce que la Bible fut traduite et expliquée à ses soldats, mais il n'est rien allé plus loin. Il ne se trouvait pas un seul de ses soldats qui pût lire ou comprendre ces explications qu'ils devaient juifs.....

"Leur croyance dans les doctrines antichrétiennes devint si forte et si enracinée, l'empereur dut envoyer en Sibérie toute une caravane de ces nouveaux convertis. Tel fut le résultat que le czar n'aurait pu attendu ni prévu, et il fallut plusieurs années d'une persécution rigoureuse pour arracher les semences jetées par la flamme étrangère, qui était pourtant très déroute.

"Les 7,572 souscripteurs seront sans doute heureux de connaître ce fait.

"TRACY TOURNERELLI."

—Un mot du Domino pour finir:

Parmi les candidats au conseil municipal se trouve un tailleur.

"Ce candidat-là est porté par le comité radical.

—Comment! lui disait un de ses clients, vous êtes républicain? Vous demandez la République!

—Oui.

—Vous, un tailleur!

—Pourquoi pas?

—Parce que je ne vois pas trop l'intérêt qu'un tailleur peut avoir à ce que le pays soit républicain!

Taxes des Licences Municipales pour 1875.

Nous résumons pour l'information de nos lecteurs le projet d'ordonnance sur les licences à payer pour l'année 1875:

Banques, $1000; banques ne recevant pas de dépôts, $500 par tête d'associé; prêteurs sur gages, $500; courtiers, $750; vente ou achat d'espèces ou valeurs, par tête $500; courtiers en argent, valeurs ou assurances, $100; compagnies ou agence d'assurance contre l'incendie, $800; do., maritime, $500; do., de rivière, $500, les compagnies mixtes devant payer pour chaque branche; compagnie ou agence d'assurance sur la vie, $500; inspecteurs d'assurance, $25; compagnie ou entreprise de transport, $100; imprimeries, $25; gravoare, lithographes, $15; journaux quotidiens, $50 par associé; théâtres, &c., $250; troupes nomades, $10 par jour pour 10 jours et $5 par jour additionnel; musées, $300; joueurs d'instruments, $5; machines électriques, $10; propriétaires de courses, $500; cockpits, $250; hôtels $150 par associé; pension privée où l'on vend des liqueurs fermentées ou spiritueuses $100 par associé; logements garnis, $25 par associé; tout endroit mal famé ouvert au public et où l'on vend des liquides, $250. de légumes $5.

Maison de commerce en gros $100 par associé; maison de commerce de détail, $25 par associé; épiceries en gros ou en détail ou seront vendues des liqueurs à la bouteille $100; restaurant, $100, le tout par tête d'associé.

Salle ou place aux courses, fair grounds, panorama, &c., $500; pour débits de liqueurs, $5 par jour; pour débit de liqueurs, $2 50; stalle aux marchés pour débit de café, thé, chocolat, aliments cuits, éventaires ou baraques sur la levée, pour fruits, etc., $10.

Presse à coton, $150 par associé; coton gin, $100; magasin de coton, $100; hangars à sucre, $500, le tout par associé.

Stalle pour débits de tabac et cigares, $10; gazier ou nombier, $15; marchands-tailleurs, $50; tailleurs, $10; matelassiers, $10, le tout par associé.

Confiseries ou liqueurs sont vendues à la bouteille, $50, au verre, $100, débits de glace, soda, café, thé, gateaux, $10, ainsi par associé.

Agence et courtage de navires, $100, maison d'encan, $100, hôpitaux particuliers, $50, docteurs, $15.

Raccleurs de marins, coureurs d'hôtels et de bateaux, $25, fabricants de voiles, $10, charpentiers ou constructeurs de navires, calfats, cordeliers, fabricants de poupes et d'agrès, $10, chacun.

Bureau public, $15; agence de journaux, d'annonces, de cartes ou de publications, $10, agents de billets ou de fret de chemins de fer, $50, par associé.

Loterie par compagnie $3,500.; toute agence de loteries à payer par le principal ou l'agent, $50.

Courtage de produits ou marchandises et de propriétés, $50, chaque; pesseurs ou mesureurs, $250; inspecteurs en bouteilles de liquides, $50, chacun.

Raffinerie $400; entrepôts $75; salles de billards $100; allées de 10 quilles, $50; galerie de tir, $25; scierie, fabrique de planches, chassis ou persiennes $50 par associé.

Pour un premier balcons à jobe dans les cafés de la Nouvelle Orléans $50; chantier de navires sans dry dock $50; dry dock avec ou sans chantier $300 par propriétaire.

Entrepreneur de enterrements $100 par associé; agents de tableaux $50; colporteurs ou vendeurs de bijoux faux ou de vêtements et étoffes $50; colporteurs de mercerie, cutellerie, candi, cigares, images, $10.

Entrepreneur de bâtisses ou de travaux ou sous-entrepreneurs $25; pharmaciens $5; architecte $25; peintres, vitriers, charpentiers, fabricants de citernes $10.

Fonderie de fer et fabrique de machines $150; fonderie de chaux et fabrique de machines et modèles $50; ferblantier $25; fabrique de machines sans fonderie $25; fabrique de modèles sans fonderie $15; atelier de réparation pour le fer $25; boutique de serrurier, d'armurier, de forgeron $10 par associé.

Boulangerie, $20 par associé; débit d'huitre $10, vente d'huitres en gros $50; vente d'huitres cuites $25, bureau de placement $25, vétérinaires, pédicures $10; propriétaires de salles pour concerts, bals, réunions $100; toute personne donnant un bal, concert ou autre réunion dans un but de profit paiera chaque fois $100.

Toute personne faisant métier d'acheter ou de vendre des animaux devra être munie d'une licence et payer $100, sous peine de $100 d'amende, et en cas de non-paiement de l'amende, d'un mois de prison.

Salon de paris, $10; boulangerie $10, hotcher $10, vidangeur $5, blanchisseuse $10.

Agents fédéraux, nations, collecteurs, courriers de douane $25.

Agence commerciale de renseignements $200.

Toute personne ayant des prélarts, charrettes ou des brouettes à louer $25.

Toute personne vendant sur ordre ou échantillon $75.

Galeries photographiques $25. Arrimeurs $50. Marchés particuliers $300. Débit de volailles, gibier, légumes, ailleurs qu'au marché $10.

Chaque abattoir $500.

Toute personne, trafiquant au Bazar du marché $10. Habitants de fruits ou de poissons seulement dans un marché $10.

Avocats, notaires, ajusteurs, chirurgiens, dentistes, sages-femmes, $20.

Cafés, buvettes, cabarets, etc., $100. Cafés avec musique instrumentale $300; do avec musique instrumentale et vocale $400; avec représentations théâtrales $1000.

Manèges, vélocipédromes, cercles à paumer $50.

Toute personne, qui exercera plus d'une profession ou métier paiera la licence prévue pour chaque.

Toute personne ou métier non énuméré $5 0.

Tout wagon d'express ou de transport à un cheval $20; à deux chevaux ou plus $30; tout chariot à un cheval $15 à 2 chevaux ou plus $25; diables à grandes roues $25; charrettes à 4 roues et à ressorts à un cheval $10, à deux chevaux $15; charrettes à bière $15. Tout conducteur d'un véhicule énuméré ci-dessus $10.

Charrette de jardinier $5 par an, charretier ou voiturier de laitier $10. Charrette à bras $2 par an.

Voiture de louage $10, cocher de voiture à louer se stationnant pas sur la voie publique, à un cheval $5 00, à deux chevaux ou plus $10; cocher de voiture à louer stationnant sur la voie publique, à un cheval $10, à deux chevaux ou plus $20.

Tout propriétaire ou cocher d'omnibus ou voiture à passager $30, le propriétaire ou conducteur de tout char employé pour transporter les passagers sur un chemin de fer urbain $10.

Escurie $50.

L'ordonnance répète les anciennes prescriptions sur la lenue, le numérotage, et l'éclairage des voitures. La section 70 est ainsi conçue:

Sec. 70. Toutes les licences imposées par cette ordonnance sont pour l'année finissant le 31 décembre 1875. Le émission de licences de six mois, à partir de juillet 1875, est autorisée.

Les licences ne sont pas transférables. L'ordonnance répète les anciennes prescriptions relatives au non paiement des licences, aux pénalités, à la non responsabilité de la ville. Nous regrettons que le Conseil n'ait pas eu le temps de refaire toute cette partie de l'ordonnance qui renferme beaucoup de choses erronées sur les droits respectifs des citoyens et des autorités municipales, mais nous espérons que la Législature en finira avec le système des licences et que celles de 1875 seront les dernières que les contribuables auront à payer.

Message du maire Leeds.

Messieurs du Conseil de ville:

Choisis par nos concitoyens pour administrer les affaires de cette ville, nous en prenons le contrôle dans des circonstances on ne peut plus embarrassantes. Cette communauté, autrefois si prospère, a, par des années de mauvais gouvernement et d'oppression, été amenée sur l'abîme de la banqueroute. La propriété foncière est presque sans valeur réalisable, le commerce décline, les intérêts manufacturiers et industriels sont paralysés et toutes les classes succombent sous le poids de la dette publique.

L'intérêt de la dette publique et les dépenses courantes pour le soutien du gouvernement sont plus que le peuple ne peut payer, et la taxation équivaut maintenant à la confiscation actuelle de la propriété des citoyens. L'espérance du public attend de nous un soulagement immédiat, et la détresse de la population exige la réduction des fardeaux publics. Il faut que la taxation soit abaissée au plus bas taux possible pour ranimer notre ancienne prospérité et sauver la ville de la ruine qui la menace. Je sais que, sous l'empire des lois existantes, qui ont enlevé en grande partie au Conseil le contrôle des affaires de la ville, il sera difficile, sinon impossible, d'opérer une réduction des taxes suffisante pour donner au public le soulagement dont il a besoin.

Ce sera notre devoir de nous adresser à la Législature pour l'adoption de la législation que demande la nature de la situation. La taxe de parc doit être abolie; la taxe d'école doit être supprimée ou l'administration des écoles publiques rendues à la ville, avec le contrôle des dépenses; la police doit être placée entre les mains de gouvernement de la ville, et les dépenses d'impression, de drainage et de cour doivent être réglées par le Conseil. En fait, toutes les lois imposant des dépenses d'argent à la ville sans le consentement de ses administrateurs doivent être rapportées.

Comptant que la Législature qui doit bientôt se réunir nous accordera l'aide demandée, je conseille, en attendant, de ne lever sur nos constituants aucune taxe injuste ou inopportune.

L'intérêt de la dette publique est maintenant si lourd qu'une taxe suffisante pour y faire face ainsi qu'aux dépenses courantes du gouvernement de la ville (même si celles-ci étaient réduites au plus bas chiffre possible) joint à la taxe actuelle d'Etat, ne peut être collectée sans ruine pour les citoyens et sans la destruction de la ville, attendu que ces taxes, dans mon opinion, dépasseront le montant du revenu net de la propriété imposée. Si on lève une taxe qui dépasse le revenu des citoyens, il faut qu'une partie du capital soit prise pour couvrir le déficit. Ceci diminuerait la production et ferait décroître la valeur de la propriété. Le capital, toujours timide, sera retiré pour être placé ailleurs et la population sera diminuée jusqu'à ce qu'il ne reste aux propriétaires et aux créanciers publics apauvris que des magasins et des entrepôts vides et des résidences désertes.

Il est évident qu'au point où nous sommes arrivés sur le chemin de la ruine, il est également de l'intérêt du citoyen et du créancier public d'aviser à quelque mode équitable d'alléger les fardeaux publics. Je recommande vivement ce sujet à votre attention.

Tandis que nous sommes ainsi forcés par la détresse de notre population de demander un soulagement aux créanciers publics, il confient que nous inaugurions un système de stricte économie dans chaque département. Tout emploi inutile devra être aboli, les salaires devront être réduits au point le plus bas que le permettra l'efficacité du service et tous les achats faits aux taux les plus bas possibles.

Dans ce but, je conseille la réorganisation de tous les départements de façon à réduire les dépenses. Tous les travaux qui ne sont pas d'une nécessité immédiate doivent être entièrement discontinués ou suspendus jusqu'à ce que la ville soit en état de les payer. Afin, néanmoins, d'opérer une réduction sensible dans les salaires ou dans le coût des achats pour la ville, un retours au paiement en comptant sera nécessaire, et nous devrons diriger tous nos efforts vers ce résultat.

En ce qui regarde la collection des taxes arriérées, je conseille une sage discrétion. Tandis qu'il peut y avoir beaucoup de contribuables qui sont à même de payer ces taxes, il y en a un bien plus grand nombre qui ne les ont pas payées parce qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire. Si la taxation avait été juste et équitable, si le taux avait été modéré sur un assessement loyal, un prompt paiement devrait être demandé à tout risque; mais la taxe, comme on le sait bien, est si excessive qu'elle équivaut, dans beaucoup de cas, à une confiscation absolue, et il n'est que juste d'accorder l'indulgence que l'intérêt public justifiera lorsqu'il y aura impuissance à payer.

L'assessement des propriétés doit être fait sur la valeur réelle au comptant au moment de l'assessement. La mesure de la valeur doit être le prix pour lequel une propriété peut être vendue et non ce qu'elle peut avoir coûté. Il faut avoir soin d'asseoir toutes les propriétés à la même valeur relative aussi approximativement que possible. Il ne devrait y avoir qu'un seul bureau d'assesseurs pour la ville et l'Etat. On évitera par là de grandes dépenses et on obtiendra plus d'uniformité. Une loi sera nécessaire pour atteindre ce résultat.

En ce qui concerne les licenses, je conseillerai l'abandon de cette taxe sur toutes les professions d'une nature utile aussitôt que, dans votre opinion, les exigences publiques permettront un changement dans le système de revenu actuellement existant.

Je soumets à votre considération le point de savoir s'il ne serait pas de l'intérêt de la ville de louer au de vendre les quais et les Waterworks (avec les restrictions convenables), en limitant les redevances de quai et d'eau et en pourvoyan à l'extension de l'approvisionnement d'eau aux portions de la ville non encore pourvues.

Il y a actuellement six recorders et leurs cours, ce qui entraîne une forte dépense. Ce nombre pourrait sans détriment pour l'intérêt public, être réduit à deux ou trois cours, et la législation nécessaire à cet effet devrait être demandée.

Deux sortes de fonctions vous sont imposées par la charte de la ville—des fonctions administratives et des fonctions législatives. Il y a une tendance à laisser absorber les secondes par les premières, de façon à rendre, dans la pratique, chaque administrateur, dans son département, indépendant du contrôle de ses collègues. Il faut éviter cela. Chacun doit se regarder, à un certain point, comme responsable de l'administration convenable des affaires de tous les départements, et le Conseil comme corps doit décider de toutes les affaires importantes, surtout des dépenses, comme si les devoirs administratifs étaient remplis par ceux qui ne sont pas membres du Conseil. Tous les sujets d'administration doivent être débattus en séance publique du Conseil et on doit éviter les réunions secrètes en comité général. Nos constituants ont le droit de connaître les raisons qui ont déterminé leurs représentants dans leur législation.

J'appelle votre attention sur une vente qui doit être faite dans quelques jours et qui disposera du droit de la ville à la batture et aux accrétions à venir. Il sera bon de vérifier immédiatement quels sont les droits de la ville dans cette affaire, attendu qu'une mesure immédiate sera nécessaire si vous jugez convenable de préserver ce droit.

Comptant pleinement sur le bon vouloir et sur l'appui cordial de nos constituants, entrons dans l'accomplissement de notre tâche avec la résolution de surmonter les difficultés de la situation, en reconnaissant que tout bien que nous puissions être hors d'état d'apporter le soulagement attendu à nos concitoyens surchargés, beaucoup peut être fait pour alléger leur condition par une administration honnête, énergique et économique de leurs affaires.

En terminant, messieurs, je vous demanderai votre bienveillante assistance dans la position difficile à laquelle j'ai été appelé par le choix de mes concitoyens.

C. J. LEEDS, Maire,

Nlle Orléans, 30 novembre 1874.

L'Union Française.

BUREAUX, RUE ST-LOUIS, No. 9.

Le public est informé que l'Union Française tient à sa disposition des cultivateurs Africains et ouvriers en tous genres. Des livres sont ouverts pour recevoir les demandes des travailleurs et celles des personnes désirant les employer. Un cours d'anglais gratuit a lieu au siège de la société les Lundi, Mercredi, Vendredi soir à 7 heures.

11juin—1an Président,
L. BRETON.

Consultations tous les jours,

Rue Broad, près St-Philippe.

AYANT abandonné le journalisme, j'ai repris l'exercice de ma profession, la Médecine. A ces effets, j'ai ouvert, à l'adresse ci-dessus, depuis le 1er octobre dernier, une Consultation gratuite, jugée d'une petite pharmacie pour mes clients. J'y ai ajouté plusieurs préparations spéciales, dues à mes recherches, ou que de la guérison, sans danger aucun pour l'avenir, de certaines maladies que l'on ne guérit, généralement, qu'en compromettant la santé future, souvent pour toute la vie!

NOTA: Je n'emploie jamais de minéraux dans mon traitement interne, ayant jugé, à ma très longue expérience, que ces minéraux n'étant pas assimilables, ne doivent pas être rationnellement introduits dans le corps humain. Mes consultations sont gratuit, à pour les personnes pauvres.

23nov—1m DR. C. TESTUT.

Aux personnes qui souffrent de rhumatismes

La grand nombre de personnes qui souffrent de cet affreux mal m'engage à offrir au public mon "ANTI RHUMATIC MIXTURE"—médicament pour le rhumatisme—qui soulage instantanément et, le plus souvent, guérit.

J'ai guéri, depuis quinze ans, des milliers de personnes en Louisiane et à la Nlle-Orléans, grâce à l'emploi de ce remède merveilleux et ce qu'il y a de surprenant, une seule bouteille a suffi pour obtenir le résultat. Le "MIXTURE" ne guérit que les rhumatismes et, si après la première bouteille le malade n'a pas recouvré la santé, c'est qu'il n'a pas les rhumatismes. C'est la première fois que je fais part de ma découverte au public et, cependant, depuis quinze ans je n'ai eu que des succès. J'espère que les malades profiteront de mon remède et viendront ajouter leurs noms à ceux des personnes qui lui doivent leur délivrance.

M. Jurgielewicz a en sa possession des certificats de certificats de guérison que lui ont fournis les personnes qu'il a traitées, et qu'il montrera à quiconque le désirera.

A vendre par W. L. JURGIELEWICZ,

Pharmacien au coin des rue Magazine et Thalie, Nlle-Orléans, Lne.

22nov—1an

MORRISON & WOODWARD

Fabricants, Agents et Négociants, Commission et Consignation.

SEULS agents pour la vente des célèbres métallurgiques de Magnire pour les familles; de l'Amer. Condensing, pour les machines à vapeur; de la patente marville, de Roman Plant, &c.; agents pour le célèbre Elixir Uterine Supporter, de Dr. L. A. Bonnafé, Paris. Bureau et dépôt, No 1 Rue du Marché, coin Canal.

19 avril—1an

BARNETT & CAMMACK,

COUTIERS,

18.....RUE CARONDELET.....19

Achètent et vendent:

SOUDS, ACTIONS, GAGES,

Valeurs de Ville et d'Etat.

Argent prêté sur garantie.

Taxes et Licenses réglées promptement à un moindre taux.

Négociations d'hypothèques.

SPECTACLES, BALS, &c.

Théâtre de l'Opéra.

Samedi 19 décembre 1874. Matinée à midi,
LA FILLE DE Mme ANGOT,
Opéra, en 3 actes.
SAMEDI SOIRA 7 heures, *Jérusalem*, grand opéra en 4 actes de Verdi.
DIMANCHE, 20— Les Dragons de Villars.
19déc—2f

Théâtre du Vaudeville.

SALLE DE LA PARFAITE UNION, RUE DES REMPARTS.
Dimanche, 20 décembre 1874,
EN MANCHES DE CHEMISES,
Vaudeville en 1 acte,
LA VIE LEGERE DE BRINDIDI,
Vaudeville en 1 acte,
Intermède de musique.
Places réservées..... Tel Parquet..... 50c
Le bureau de location sera ouvert de 11 heures de matin à 2 heures de l'après-midi.
La représentation commencera à 7 heures et demie précises.
18 déc—

Théâtre St.-Charles.

Semaine de
GRAND GALA,
La troupe jouera tous les soirs.
Brillantes représentations.
Pour les détails, voir les petites affiches.
Dimanche, 20 Décembre,
Le célèbre comédien, M. F. S. CHANFRAU, dans son grand drame de
MIT, THE ARKANSAS TRAVELLER.
16 déc—

Central Park.

CHAMBRE OBSCURE.

Ce merveilleux tableau est exposé au coin des rues Canal et Bassin.

Le "Frank Leslie" disait, le 18 juillet: l'une des merveilles de New-York et le "Central Park" et la merveille du Central Park est la Chambre Obscure. Il offre un spectacle étonnant.

On peut la voir de 9 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

1er déc—1m

SOIRÉE D'OUVERTURE

De la Salle Saint-Patrick,

UN GRAND CONCERT

Sera donné par les Demoiselles de la Nouvelle-Orléans, au bénéfice de

L'Asile des orphelines de St-Vincent,

Au coin des rue Rèle et Magazine.

MERCREDI soir, 23 DECEMBRE 1874.

A la nouvelle salle St. Patrick.

On s'est assuré les services des premiers artistes de la ville et le Concert considéré comme inauguration du magnifique édifice, comme moyen de secourir les centaines de petits orphelins de l'Asile St. Vincent, fait époque dans les annales de la Nouvelle Orléans.

Le prix du billet est d'UNE PIASTRE.

Dames Patronnesses:

Mmes Ledoux,	Mmes Sauvêur,
" Mon gomery,	" Gilmore,
" Foute E. holt,	" David Urquhart,
" J. B. Wolfe Iverger.	" Tilton,
" Macready.	" Dunning,
" Isaacson.	" T. Simms,
" J. B. Wolfe,	" Penn,
" Victor Meyer,	" Marsh,
" W. Morton,	" Reiss,
" Olivier,	" Preston,
" Cenas,	" Thos. Henderson,
" Dr. Berthelot,	" Thos. Gilmore,
" Dr. Monmus,	" W. B. Pike,
Mr. Collignon,	Mlle Jus la Cate.

Grand bal de pompiers paré et masqué,

Donné par la Compagnie
EAGLE Steam Fire Co. No 2
A LA SALLE GRUNEWALD
SAMEDI, 19 decembre 1874.

Comité d'arrangements:
G. Pontiac, chairman,
A. Kalinski, J. F. Sturgen, A. Mc Donald,
H. Wax, K. Pouly, A. Wetzel one,
F. J. Barker, Wm. Kiegler,
Prix d'entrée..... $2.00

Les dames les d'invitations pour dames et trouveront à la salle—et, en dépôt chez la compagnie où à l'un des membres du comité.
18déc—

AVIS.

AVIS est donné aux actionnaires de l'Association mutuelle de la "Propelling Company of America" que la charte susdite de cette compagnie sera en vigueur à dater de 4 par cent d'intérêt annuelle s'y conformer.

Par ordre de la direction,
E. L. MILLAUDON, secrétaire.
Nouvelle-Orléans, 14 décembre 1874.
16 déc—5, 19, 24, 31.

Banque d'Amérique.—Nouvelle-Orléans, 7 décembre 1874.—A l'élection tenue le 14 du courant, pour élire des Directeurs pour le terme que, qui devront servir durant l'année prochaine, les messieurs ci après ont été élus:

A. M. Fortier	J. Tyler
W. R. Schmidt	W. Van Benthuysen
D. Fallo	A. Fortier
F. W. Tallen	Jno. H. Barnhill
J. B. Adams	J. Tate Ric

Et à une assemblée des Directeurs qui a eu lieu aujourd'hui, M. A. M. Fortier a été unanimement réélu Président.

16déc—3t EDGAR HINCKS, Caissier.

AVIS D'ASSURANCE.

Bureaux de Louisiana Equit ble Life Insurance Co., Nouvelle-Orléans, 4 décembre 1874.

L'Assemblée générale des actionnaires de la compagnie aura lieu au comptoir social, No 6 rue Carondelet, le 21 décembre 1874, à 10 heures du matin, pour l'élection de directeurs et de tous autres affaires qui pourront être légalement soumises à la dite assemblée.

Par ordre de la direction,
WILLIAM HENDERSON, secrétaire.
16déc—13m.

Bureau de la Compagnie du Gaz de la Nlle-Orléans. Nlle-Orléans, 8 décembre 1874.—Avis aux actionnaires.—Avis est donné par le présent que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de cette compagnie aura lieu au bureau de la compagnie, No 6 rue Carondelet, le 4 janvier 1875, de midi à deux heures de l'après-midi, pour l'élection de neuf directeurs de cette compagnie pour servir durant l'année prochaine, et pour la transaction de tous autres affaires qui pourront être légalement soumises à la dite assemblée.

Les livres de transferts seront fermés du 24 décembre au 5 janvier inclusivement.

WM. S. BROWN,
17déc—19 Trésorier.

Nouvelle-Orléans, 17 décembre 1874.—Une assemblée générale des actionnaires de la Compagnie d'Assurance La Paloma aura lieu aux bureaux de la Compagnie, le 16 janvier prochain, de 4 à 5 heures du soir, conformément à la charte, afin de voter sur un changement dans la charte, afin de voter sur un changement dans la charte, afin de voter sur un changement dans